

REGLEMENT INTERNE DU

COMPTE EPARGNE TEMPS (CET)

DE LA COMMUNE DE LAVERUNE

Le compte épargne-temps (CET) a été institué dans la fonction publique territoriale par le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié par le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010, notamment l'article 1-2 qui rend obligatoire l'ouverture d'un compte épargne temps à tout agent qui en fait la demande.

I.	CADRE GENERAL	2
	▪ OUVERTURE DU COMPTE EPARGNE TEMPS.....	2
	▪ ALIMENTATION DU COMPTE EPARGNE TEMPS.....	3
	▪ CAS PARTICULIER DES AGENTS ANNUALISES	4
II.	UTILISATION, TRANSFERT ET CLOTURE	5
	▪ EXERCICE DU DROIT D'OPTION	5
	▪ UTILISATION DU COMPTE EPARGNE TEMPS SOUS FORME DE CONGES.....	6
	▪ INDEMNISATION DU COMPTE EPARGNE TEMPS	8
	▪ DON DE JOURS DU COMPTE EPARGNE TEMPS.....	9
	▪ CHANGEMENT D'EMPLOYEUR, DE POSITION ADMINISTRATIVE OU CESSATION DE FONCTIONS	10

Le dispositif du Compte Épargne-Temps (CET) consiste à permettre à l'agent d'épargner des droits à congé, qu'il pourra utiliser ultérieurement sous différentes formes.

La note de service n°09 du 07/08/2020 fixe les modalités de prise de congés tout au long de l'année dans les différents services de la commune de Lavérune ; ces mêmes principes s'appliquent à la consommation des jours de CET.

I. CADRE GENERAL

▪ **OUVERTURE DU COMPTE EPARGNE TEMPS**

✓ **Bénéficiaires**

L'ouverture d'un compte épargne temps est possible pour les agents :

- Titulaires de la fonction publique territoriale à temps complet ou non complet
- Fonctionnaires de la fonction publique hospitalière ou d'état en détachement
- Non titulaires de droit public

Sont exclus du dispositif :

- Les fonctionnaires stagiaires (y compris les agents détachés pour stage). Pour les fonctionnaires stagiaires qui auraient acquis antérieurement des droits à congés au titre d'un CET, celui-ci est suspendu pendant la durée du stage.
- Les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des professeurs d'enseignement artistique, et des assistants d'enseignement artistique.
- Les contractuels de droit privé (CAE, apprentis...)
- Les assistants maternels et assistants familiaux
- Les non titulaires recrutés pour des besoins saisonniers ou occasionnels

✓ **Durée de service**

L'agent doit être employé de manière continue et avoir accompli au moins une année de service.

Pour l'agent non titulaire, l'année de service doit avoir été accomplie de manière continue au sein de la commune de Lavérune.

✓ **Procédure**

L'ouverture du compte épargne temps doit faire l'objet d'une demande écrite de l'agent adressée au maire de la commune de Lavérune, avant le 31 décembre de l'année.

Cette demande écrite fixe la date permettant de déterminer l'année civile au titre de laquelle le CET peut commencer à être alimenté.

▪ **ALIMENTATION DU COMPTE EPARGNE TEMPS**

✓ **Jours ne pouvant pas être épargnés**

Le CET ne peut être alimenté par :

- les jours de congés bonifiés et les repos compensateurs.
- Le report de congés annuels et de jours d'ARTT **acquis durant les périodes de stage.**

✓ **Jours pouvant être épargnés**

Le CET est alimenté au choix par l'agent, par :

- Les jours d'ARTT non pris au cours de l'année.
- Les jours de congés annuels acquis au cours de l'année N et non pris au cours de cette même années **à la condition que le nombre de jours de congés pris dans l'année ne soit pas inférieur à 20 pour un agent à temps complet** (cette restriction doit être interprétée comme étant 4 fois les obligations hebdomadaires de service d'un agent travaillant 5 jours, un agent qui travaille 3 jours par semaine devra avoir pris 12 jours de congés annuels pour pouvoir alimenter son C.E.T).
- Le report de jours de congés annuels acquis durant les congés pour raisons de santé **à la condition que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année ne soit pas inférieur à 20 pour un agent à temps complet.**

Le nombre total des jours épargnés sur le CET **ne peut pas excéder 60 jours**. L'agent qui atteint ce plafond de 60 jours doit consommer des jours de CET avant de pouvoir à nouveau épargner.

Les jours non utilisés au-delà du plafond de 60 jours ne peuvent pas être maintenus sur le CET et sont définitivement perdus.

Ex : au 31 décembre, le nombre de jours épargnés sur le CET d'un agent est de 59. Cet agent a 3 jours d'ARTT non pris au cours de l'année. Il ne pourra épargner sur le CET que 1 jour d'ARTT, atteignant ainsi le plafond de 60 jours. Les 2 jours d'ARTT restants seront perdus.

Pour des agents à temps partiel ou à temps non complet, le nombre maximum de jours pouvant être épargnés par an ainsi que la durée minimum des congés annuels sont proratisés en fonction de la quotité de travail effectuée.

L'unité de décompte du CET pour l'alimentation et l'utilisation est le jour ouvré. Un jour correspondra au nombre d'heures moyen d'une journée de travail en référence à la durée journalière moyenne de travail correspondant au cycle retenu.

L'alimentation par demi-journées n'est pas permise par la réglementation.

✓ **Procédure**

L'alimentation du CET doit faire l'objet d'une demande expresse et individuelle de l'agent.

La demande est annuelle et doit être transmise une seule fois de préférence entre le 15 novembre et le 15 décembre et dans tous les cas avant le 31 décembre de l'année au plus tard. A défaut les jours non inscrits sur le CET sont perdus.

L'agent est informé annuellement des droits épargnés et consommés dans le courant du premier trimestre de chaque année.

▪ **CAS PARTICULIER DES AGENTS ANNUALISES UNIQUEMENT SUR LE TEMPS SCOLAIRE**

Les emplois du temps des personnels annualisés sur le rythme scolaire sont soumis à de fortes variations entre les périodes scolaires (avec des durées hebdomadaires de service supérieures à 35h pour un temps complet) et les périodes de vacances scolaires (non travaillées).

La détermination de ces cycles de travail annualisés est justifiée par les nécessités de service.

Cependant, en vertu du décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié, tout agent peut bénéficier de l'ouverture d'un Compte Epargne Temps, dès lors qu'il remplit les conditions réglementaires. L'employeur ne peut s'opposer à cette demande.

En cas de demande d'ouverture d'un CET par un agent annualisé, l'alimentation de celui-ci est donc limitée aux jours de congés annuels non pris du fait d'arrêts maladie (à condition que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année ne soit pas inférieur à 20 jours pour un agent à temps complet).

II. UTILISATION, TRANSFERT ET CLOTURE

■ EXERCICE DU DROIT D'OPTION

✓ **Conditions d'exercice du droit d'option**

La commune de Lavérune autorise l'utilisation du compte épargne temps sous forme de congés ou sa compensation financière. La compensation financière peut prendre deux formes :

- Paiement forfaitaire des jours épargnés.
- Conversion des jours épargnés en points de retraite additionnelle (RAFP).

Le droit d'option est exercé par l'agent chaque année et porte sur l'intégralité des jours disponibles et non pas uniquement sur les jours épargnés au titre de la dernière année. Il appartient en effet à l'agent seul d'exercer le droit d'option, dans les proportions qu'il souhaite, entre les différentes formes d'utilisation du CET :

- Les fonctionnaires CNRACL optent entre le maintien des jours épargnés sous forme de congés, le paiement forfaitaire ou la conversion en points RAFP.
Ex : un agent titulaire peut opter pour le maintien de ses 25 jours sous forme de congé dans son CET mais l'année suivante, il peut décider de maintenir 18 jours sous forme de congés et demander la conversion en points RAFP de 5 jours et l'indemnisation forfaitaire de 2 jours.
- Les fonctionnaires affiliés au Régime Général et les non titulaires optent entre le maintien des jours épargnés sous forme de congés et le paiement forfaitaire

Cette liberté d'option est ouverte uniquement pour des jours épargnés au-delà des 15 premiers jours du CET pour un agent à temps complet. Pour des agents à temps partiel ou à temps non complet, ce nombre est proratisé en fonction de la quotité de travail effectuée. Si lors de l'exercice du droit d'option le nombre des jours épargnés par l'agent est inférieur ou égal à 15 jours pour un agent à temps complet, l'agent ne peut utiliser ses droits que sous forme de congés.

Le nombre des jours inscrits sur le compte épargne temps est arrêté au terme de chaque année civile. Le droit d'option doit être exercé entre le 01 et le 31 janvier de l'année suivante.

Un agent dont le CET contient plus de 15 jours épargnés doit impérativement exercer son droit d'option et exprimer ses choix chaque année. En absence d'exercice d'une option au 31 janvier de chaque année :

- Les jours excédant quinze jours sont pris en compte au sein du régime de retraite additionnelle (RAFP) pour le fonctionnaire CNRACL.
- Les jours excédant quinze jours sont indemnisés pour l'agent non titulaire et le fonctionnaire IRCANTEC.

✓ **Maintien des jours épargnés sur le compte épargne temps**

L'agent peut opter pour le maintien de la totalité des jours épargnés sur son compte en vue d'une utilisation ultérieure sous forme de congés.

La possibilité d'option ne concerne que le nombre de jours excédant les 15 premiers jours inscrits sur le compte au terme de chaque année civile, ces quinze premiers jours ne pouvant être utilisés que sous forme de congés.

A l'occasion du droit d'option annuel, l'agent peut toujours changer d'avis et demander la monétisation de son CET même s'il avait l'année précédente initialement prévu d'épargner ses jours pour une utilisation ultérieure sous forme de congés.

Chaque année, la destination des jours épargnés et disponibles sur le CET peut donc être modifiée.

Chaque jour est maintenu sur le CET sous réserve que le nombre total des jours inscrits et maintenus sur le compte n'excède pas soixante jours.

■ **UTILISATION DU COMPTE EPARGNE TEMPS SOUS FORME DE CONGES**

✓ **Conditions d'utilisation sous forme de congés**

L'utilisation du CET sous forme de congés relève de la seule volonté de l'agent. Elle ne peut lui être imposée par la collectivité.

L'agent peut choisir de fractionner l'utilisation de son CET, l'unité minimale étant la journée, ou de consommer l'intégralité des jours épargnés en une seule fois. La règle selon laquelle l'absence du service au titre des congés annuels ne peut excéder 31 jours consécutifs n'est pas applicable à une consommation du CET. Les jours pris au titre du CET peuvent être accolés à des jours de congés annuels ou d'ARTT.

La consommation du CET sous forme de congés reste soumise **au respect des nécessités de service. Il est donc conseillé de respecter les délais mentionnés au paragraphe « Procédure » afin d'éviter un refus motivé par la nécessité de service.**

Les nécessités du service ne peuvent être opposées à l'utilisation des jours épargnés sur le CET lorsque l'agent demande le bénéfice de ses jours épargnés à l'issue :

- d'un congé de maternité, d'adoption ou de paternité
- d'un congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie (congé de solidarité familiale).

Dans ce cas, l'agent bénéficie de plein droit des congés accumulés sur son CET.

En revanche, la cessation de fonction (mutation, retraite, départ en disponibilité...) n'est pas un motif permettant d'utiliser de droit les jours épargnés sur le CET.

✓ **Procédure**

La demande d'utilisation du CET est soumise à l'autorisation préalable du supérieur hiérarchique et doit être adressée au maire de la commune de Lavérune selon les délais de prévenance fixés dans chaque service pour les congés annuels.

Il est ainsi conseillé de faire parvenir la demande d'utilisation du CET en respectant un délai de prévenance de :

- 8 jours ouvrés pour une utilisation de 1 à 3 jours de CET,
- 2 mois pour une utilisation supérieure à 4 jours et/ou en période de congés de fin d'année et d'été,
- 3 mois pour une utilisation supérieure à 10 jours (de façon à pouvoir organiser le remplacement ou traiter un recours suite à un refus)

Tout refus opposé à la demande d'utilisation du CET doit être motivé. Il ne peut être justifié que pour un motif d'incompatibilité avec les nécessités du service.

L'agent peut formuler un recours devant le maire de la commune de Lavérune qui statue après consultation de la commission administrative paritaire (uniquement pour les agents fonctionnaires). Les agents contractuels de droit public peuvent contester le refus d'utiliser leurs jours épargnés sous forme de congé en utilisant les recours de droit commun : le recours gracieux et le recours devant le tribunal administratif. (Article 10 du décret n° 2004-878 du 26 août 2004).

✓ **Situation de l'agent lors de l'utilisation sous forme de congés**

Les congés pris au titre du CET sont assimilés à une période normale d'activité.

La rémunération versée à l'agent lors de la prise de congés au titre du CET est maintenue dans son intégralité (NBI, régime indemnitaire).

Le congé au titre du CET n'ouvre pas droit aux jours de récupération au titre de l'ARTT, ceux-ci constituant la contrepartie d'un travail effectif sur une durée supérieure à la durée légale. Il conviendra donc de défalquer des jours de RTT du crédit annuel lors de la consommation des jours de CET sous forme de congé selon les mêmes modalités que lors des absences pour raison de santé.

Tous les droits et obligations relatifs à la position d'activité sont maintenus.

En particulier, l'agent qui utilise son CET demeure soumis à la réglementation générale sur le cumul d'emplois et d'activités.

La période de congé en cours au titre du CET est suspendue, lorsque l'agent bénéficie de l'un des congés suivants :

- Congés pour raisons de santé (maladie, accident de service ou maladie professionnelle)
- Congé de maternité, de paternité ou d'adoption
- Congé de formation professionnelle
- Congé pour formation syndicale.

- Congé de solidarité familiale (congé parental)

L'agent conserve ses droits à retraite et à avancement (pour les fonctionnaires) pendant ses congés au titre du CET.

▪ **INDEMNISATION DU COMPTE EPARGNE TEMPS**

L'indemnisation des jours de CET peut prendre deux formes : le paiement forfaitaire des jours épargnés ou la conversion des jours épargnés en points de retraite additionnelle (RAFP).

✓ **Indemnisation forfaitaire**

Le nombre des jours inscrits sur le CET doit être supérieur à quinze au terme de chaque année civile (année n) pour que l'indemnisation forfaitaire soit possible. L'indemnisation peut donc se faire à partir du seizième jour.

L'agent qui dispose de plus de 15 jours dans son CET et souhaite opter pour l'indemnisation d'une partie de ses jours épargnés doit exercer son droit d'option au plus tard au 31 janvier de l'année suivante et doit déterminer le nombre des jours concernés par l'indemnisation forfaitaire et le nombre de jours maintenus sous forme de congés (cf. le paragraphe « Exercice du droit d'option »).

A défaut d'option exprimée dans les délais impartis, les jours inscrits sur le CET supérieurs à quinze seront automatiquement :

- convertis en points RAFP pour les fonctionnaires CNRACL (cf. titre suivant « prise en compte des jours au sein du régime de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique »)
- indemnisés pour l'agent titulaire ou stagiaire non affilié à la CNRACL (- de 28h) et l'agent non titulaire.

Les jours faisant l'objet d'indemnisation ou de versement au RAFP sont alors retranchés du compte-épargne temps à la date d'exercice de l'option. L'indemnisation forfaitaire des jours est effectuée en une seule fois sur le salaire du mois de mai.

Le montant de l'indemnisation forfaitaire est fixé en fonction de la catégorie hiérarchique à laquelle appartient l'agent et selon la législation en cours au moment de la demande.

Montants forfaitaires d'indemnisation du CET (arrêté ministériel du 28 novembre 2018)	
Pour les agents de catégorie C	75 € bruts / jour
Pour les agents de catégorie B	90 € bruts / jour
Pour les agents de catégorie A	135 € bruts / jour

Il s'agit de montants bruts desquels il faut retrancher la cotisation sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). Les sommes qui sont versées à l'agent au titre de l'indemnisation du CET entrent, pour les fonctionnaires, dans l'assiette de cotisations RAFF dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux autres rémunérations accessoires, à savoir dans la limite de 20 % du traitement indiciaire et sur la base d'un taux de 10 %.

L'indemnité versée au titre de la monétisation du CET entre dans le revenu imposable.

✓ ***Prise en compte des jours au sein du régime de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP)***

Cette possibilité n'est ouverte qu'aux **fonctionnaires affiliés à la CNRACL**. Le nombre des jours inscrits sur le CET doit être supérieur à quinze au terme de chaque année civile (année n) pour que la conversion en points RAFF soit possible.

Le versement des jours au régime de la retraite additionnelle consiste :

- En une conversion des jours en valeur chiffrée sur la base des montants forfaitaires d'indemnisation dans un premier temps.
- En un calcul des cotisations de la RAFF sur la base de la valeur chiffrée déterminée dans un deuxième temps.
- En une détermination du nombre des points RAFF sur la base des cotisations versées dans un troisième temps.

Le versement des jours au régime RAFF est effectué en une seule fois et apparaît sur le bulletin de salaire du mois de mai. La valorisation des jours versés au régime RAFF n'entre pas dans l'assiette de l'impôt sur le revenu, contrairement aux jours ayant fait l'objet de l'indemnisation forfaitaire.

(Pour plus d'informations : @ Site internet : www.rafp.fr)

▪ **DON DE JOURS DU COMPTE EPARGNE TEMPS**

✓ ***Principe***

Les dispositions relatives au CET ont été complétées par le décret du 28 mai 2015 susvisé, permettant à un agent public le don de jours de repos non pris, affectés notamment sur un CET, à un autre agent public parent d'un enfant gravement malade. Ce décret du 28 mai 2015 a récemment été complété par le décret n°2018- 874 du 9 octobre 2018, qui a étendu le don de jours de repos au bénéfice d'un agent public relevant du même employeur qui vient en aide à une personne atteinte d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap.

✓ ***Modalités pour l'agent donateur***

L'agent public donateur peut être un fonctionnaire titulaire ou un agent contractuel disposant d'un compte épargne temps ouvert et alimenté d'au moins 1 jour.

L'agent qui donne un ou plusieurs jours de congé signifie par écrit, à l'autorité territoriale dont il relève le nombre de jours de CET qu'il souhaite donner. Le don est fait sous forme de jour entier quelle que soit la quotité de travail de l'agent qui en bénéficie. Le don de jours épargnés sur un CET peut être réalisé à tout moment.

Le don est effectué anonymement et sans contrepartie. Le don est définitif après accord du chef de service du donateur. Les jours dont le don a été validé ne peuvent être restitués au donateur même s'ils ne sont pas utilisés par l'agent bénéficiaire.

▪ **CHANGEMENT D'EMPLOYEUR, DE POSITION ADMINISTRATIVE OU CESSATION DE FONCTIONS**

✓ ***Intégration***

Le CET d'un agent contractuel qui intègre la collectivité n'est pas repris

✓ ***Mutation***

Le CET est transféré de droit dans la nouvelle collectivité en cas de mutation.

La commune de Lavérune peut au cas par cas convenir des modalités financières de transfert du CET.

L'agent détenant un CET alimenté se voit imposer un préavis de 3 mois. La commune facilitera la consommation de tout ou partie de ses jours de CET sous forme de congés au cours de la période précédant son départ pour mutation, si l'agent en émet le souhait.

✓ ***Détachement***

Détachement auprès d'une collectivité territoriale, d'une administration, ou d'un établissement relevant de l'une des trois fonctions publiques : le CET est transféré de droit vers la collectivité d'accueil et l'agent conserve le bénéfice des droits aux congés acquis au titre de son compte épargne-temps et peut les utiliser en partie ou en totalité. En cas de réintégration après détachement, le CET est également transféré de droit vers la commune de Lavérune.

✓ ***Mise à disposition***

L'agent conserve les droits acquis au titre du CET dans la commune de Lavérune mais l'alimentation et l'utilisation du compte sont en principe suspendus pendant la durée de la mise à disposition, sauf accord entre la commune de Lavérune et la collectivité d'accueil.

✓ ***Disponibilité***

L'alimentation et l'utilisation du CET sont suspendues jusqu'à la date de réintégration.

En cas de non réintégration, et si le solde du CET inférieur à 16 jours n'a pu être utilisé sous forme de jours de congés, l'indemnisation forfaitaire sera appliquée en fonction des montants en vigueur.

✓ ***Retraite dite « classique »***

Le CET doit être soldé avant le départ de l'agent. La date de départ à la retraite sera donc fixée en conséquence.

✓ ***Retraite ou licenciement pour invalidité***

Si le solde du CET inférieur à 16 jours n'a pu être utilisé sous forme de jours de congés, l'indemnisation forfaitaire sera appliquée en fonction des montants en vigueur.

✓ ***Démission / licenciement***

Le CET doit être soldé avant le départ de l'agent. La date de radiation des cadres sera donc fixée en conséquence.

En cas d'impossibilité de solder le CET avant la date de radiation des cadres, l'indemnisation forfaitaire sera appliquée en fonction des montants en vigueur.

✓ ***Fin de contrat pour un non titulaire***

Le CET doit être soldé avant le départ de l'agent. Le contrat de l'agent non titulaire sera éventuellement prolongé en conséquence.

En cas d'impossibilité de solder le CET avant la date de fin de contrat, l'indemnisation forfaitaire sera appliquée en fonction des montants en vigueur.

✓ ***Décès***

En cas de décès du titulaire du CET, les jours épargnés sur le compte donnent lieu à une indemnisation forfaitaire de ses ayants droit. Le nombre de jours accumulés sur le compte épargne temps est multiplié par le montant correspondant à la catégorie à laquelle appartenait l'agent au moment de son décès.

L'indemnisation des jours épargnés ne peut porter au plus que sur les jours que l'agent décédé détenait sur son CET au 31 décembre de l'année précédente et ne pourra pas porter sur les éventuels jours des congés non pris sur l'année civile du décès.

(Cf montants forfaitaires d'indemnisation p. 8)